

Des maisons pour penser

Engagement philosophique, ancrage territorial et liberté de penser

Sofia ROSTAGNO, Animateur·ices d'ateliers de philosophie

David ZARD, Animateur·ices d'ateliers de philosophie

Mannaïg MACUMI, Animateur·ices d'ateliers de philosophie

Aurélia MINNEBOIS, Animateur·ices d'ateliers de philosophie

Nina BOULEHOUAT, Animateur·ices d'ateliers de philosophie

Jeffrey JACQUART, Animateur·ices d'ateliers de philosophie

Johanna HAWKEN, Animateur·ices d'ateliers de philosophie

1001 maisons de la Philo est une association dont l'objectif est de favoriser la création et le développement des maisons de la philo en France et dans la francophonie : il en existe déjà plus d'une dizaine ! Elle fédère les différentes initiatives qui doivent s'engager à respecter une charte éthique^[1] rédigée avec les membres de l'association. Le pari des 1001 maisons de la philo est de s'appuyer sur la coopération comme force politique.

La pratique de la philosophie dans une maison de la philo se confronte à des enjeux spécifiques liés à la nature même de ce type de structure et à l'ambition qu'elle porte. Une maison de la philo se situe à la rencontre de plusieurs domaines d'activité, au croisement entre une visée politique, un attachement envers une discipline et une rigueur philosophique. Nous pouvons situer l'engagement politique d'une maison de la philo à trois endroits : le lien avec les politiques locales (enjeux institutionnels, financiers, etc.), le traitement de thématiques politiques sensibles (l'écologie, la lutte contre le racisme, le sexisme et toute discrimination et violence), et le respect des principes fondateurs de la Philosophie pour enfants et adolescents (émancipation, justice sociale, transformation sociale (Sharp, 2023)) Quelles tensions vit-on entre l'engagement politique et la posture philosophique, au sein des Maisons de la Philo ? Dans quelle mesure les maisons de la philo (dans leur diversité : fonctionnement, lieu, structure) se confrontent à la liberté de s'engager politiquement ?

A travers l'expérience de cinq maisons de la philo en activité dans différentes régions de France (le Morbihan, Romainville, Nantes, Dijon, Louviers), nous allons explorer ces tensions, qui interrogent le rôle et les moyens d'action d'une maison de la philo, ainsi que la démocratisation de la pratique de la philosophie sur un territoire donné en lien avec des objectifs politiques de développement du dialogue, d'horizontalité, de légitimation de la parole de chacun·e, d'accessibilité et d'inclusion. A cette fin, nous nous confronterons à cinq enjeux émergents dans la tension entre engagement politique et posture philosophique : des enjeux organisationnels (type de structure, organisation interne, ...), des enjeux financiers (sources de financement, coût des ateliers, statut des membres des maisons de la philo, pérennité de la structure), des enjeux institutionnels (rapport aux institutions avec lesquels nous travaillons), des enjeux pédagogiques (animer des ateliers conformes à la pédagogie dialogique en lien avec des engagements politiques), des enjeux didactiques (proposer des dialogues proprement philosophiques en tension avec des enjeux politiques).

Dans un premier temps, nous aborderons les aspects structurels, à partir d'une présentation des cinq

maisons de la philo et du type d'organisation qu'elles adoptent. Dans un second temps, il s'agira d'aborder les tensions qui existent dans les champs pédagogique et didactique, tensions qui sont saillantes dans le cadre des maisons de la philo mais peuvent se retrouver dans d'autres contextes de pratique de la philosophie.

1. Aspects structurels

1.1. Diversité des modèles, unité des missions

Les cinq Maisons couvrent des réalités géographiques très contrastées. Romainville, avec sa densité exceptionnelle de 10 265 habitants au kilomètre carré, concentre son action sur la seule municipalité. À l'opposé, le Morbihan, avec seulement 113 habitants au kilomètre carré, doit couvrir tout un département.

Face à ces contextes variés, trois modèles structurels se dessinent clairement :

Premier modèle : le militantisme bénévole (initiative citoyenne). Les Maisons de Louviers, Morbihan et Nantes, créées entre 2021 et 2024, fonctionnent presque entièrement sur l'engagement bénévole. Seules les animations sont rémunérées.

Deuxième modèle : la professionnalisation partielle. A Dijon, dans le cadre de l'association « Le cri de la plume » née en 2012, la maison de la philo a progressivement structuré son activité avec 2,6 équivalents temps plein, complétés par trois médiatrices en auto-entreprise.

Troisième modèle : l'institutionnalisation complète (légitimité politique). La Maison de la Philo de Romainville, créée en 2014, est un service municipal avec cinq médiateur·ices salarié·es. C'est la structure la plus ancienne et la plus professionnalisée.

Chaque territoire impose ses contraintes. Nantes et Dijon font face à une forte demande mais opèrent avec des ressources limitées. Nantes ne propose pas de programmation autonome – elle répond uniquement aux sollicitations pour éviter d'être submergée. Dijon exprime également une "peur de se faire déborder". Le succès devient paradoxalement une contrainte pour l'équilibre des structures.

Le Morbihan et Louviers doivent au contraire créer la demande. Le Morbihan mise notamment sur l'événementiel avec sa "Semaine de la philo". Le nomadisme n'est pas un choix mais une nécessité. Louviers a bénéficié d'une reconnaissance rapide grâce à un lieu identifié – la médiathèque.

Romainville illustre une bonne implantation territoriale, bien que tous les quartiers de la ville ne soient pas également couverts et que l'ensemble des habitant·e·s ne soient pas touché·e·s. Après plus de dix ans, les médiateur·ice·s sont identifié·e·s et une assez large partie des enfants a déjà entendu parler de philosophie.

De ces problématiques territoriales et structurelles, on peut dégager deux principaux enjeux stratégiques :

Le premier enjeu majeur, c'est la tension engagée par le projet même d'instituer une maison de la philo entre pérennité économique et indépendance politique. Nous sommes confrontés à un dilemme qui traverse, par-delà nos singularités, toutes nos structures : comment assurer la stabilité financière et organisationnelle sans perdre notre indépendance éthique et intellectuelle ?

Les observations semblent traduire un schéma paradigmatique de développement des Maisons,

dessinant une trajectoire quasiment obligée. Le bénévolat permet de démarrer avec beaucoup de souplesse et de liberté, mais il montre assez vite ses limites, ce qui contraint les structures à se professionnaliser en trouvant un soutien des pouvoirs publics.

Ce schéma soulève une première question : jusqu'où peut-on faire reposer le fonctionnement et le développement d'une Maison sur l'engagement libre et militant sans risquer l'épuisement des membres actifs ? Les structures récentes l'éprouvent déjà : plusieurs centaines d'heures bénévoles par an pour les plus investis, en parallèle de leurs activités salariées. Cet engagement paraît difficilement tenable sur le long terme.

La professionnalisation apparaît donc comme une nécessité afin de pérenniser le projet. Mais elle a un prix, et pas seulement financier. Le cas de la Maison de Romainville est éclairant : s'il revient à l'équipe de créer la programmation, la municipalité a un droit de regard, voire de censure, lorsqu'un invité ou un événement ne correspond pas à la ligne politique de la ville. Dès lors, comment garantir la liberté de penser et le pluralisme philosophique quand des décisions politiques entrent en ingérence dans le contenu des programmes ?

La voie institutionnelle offre certes une stabilité économique et structurelle – des salaires, des locaux, une visibilité publique – mais elle crée corollairement une dépendance réelle. Une dépendance financière d'abord : sans les financements publics, aucune de nos structures ne pourrait fonctionner pour offrir des ateliers gratuits aux participants. Une dépendance politique ensuite : le financement public des Maisons nous expose à un droit de regard, à une ingérence partisane en contradiction radicale avec la mission émancipatrice et démocratique de la pratique philosophique.

La question déterminante est donc : existe-t-il un modèle durable qui concilie stabilité et liberté ? Ou devons-nous accepter que la pérennité se paie toujours d'une forme de compromission ?

Le deuxième enjeu majeur concerne l'ancrage local face au rayonnement territorial.

Le second dilemme est géostratégique : faut-il investir et saturer un territoire restreint ou rayonner largement et de manière nomade pour atteindre l'objectif d'une démocratisation des pratiques philosophiques conséquente ? Romainville s'est engagé dans la première voie : c'est la stratégie de l'ancrage profond. Mais elle nécessite des moyens importants : cinq salarié-es pour une seule ville. C'est cette voie d'ancrage qu'emprunte graduellement la Maison de Louviers en s'appuyant sur les institutions de la ville (ancrage à la médiathèque, partenariats avec les écoles, le théâtre, etc.). Par nécessité, le Morbihan a fait un choix inverse. Cette Maison fonctionne avec trois animatrices pour couvrir tout un département. C'est un pari impossible si l'on cherche la même intensité que Romainville. Dijon et Nantes ont adopté une stratégie médiane, également adaptée au territoire, en étant actifs dans un rayon de 30 kilomètres autour de leur métropole, avec des interventions ponctuelles plus lointaines. Il y a une recherche d'équilibre entre concentration et opportunités. Mais cet équilibre est fragile et dépend entièrement des moyens humains disponibles.

Le cas nantais illustre bien cette tension. Avec huit animatrices régulières pour 30 kilomètres de rayon plus des interventions départementales occasionnelles, l'association est déjà en situation de sous-effectif, avec le risque d'épuiser ses membres. Et voilà qu'arrive le projet de la Maison MADIE : une maison réelle, située dans le quartier Bellevue-Chantenay à Nantes, qui sera réhabilitée par la ville dans le cadre du concours "Les lieux à réinventer" dont la maison de la philo Mind Up a été lauréate. Cet événement

constitue un tournant dans la dynamique de l'association. Un lieu fixe dans un quartier nantais ne va-t-il pas concentrer l'activité sur un territoire restreint ? Les interventions à Saint-Nazaire ou en milieu rural ne deviendront-elles pas marginales, sacrifiées à la gestion quotidienne du lieu et à la demande métropolitaine croissante ?

La question sous-jacente est celle de la justice territoriale. Si toutes les Maisons de la philo se concentrent sur les centres urbains denses – parce que c'est là que la demande est forte, que les financements sont accessibles, que la visibilité est maximale – que deviennent les territoires ruraux et périphériques ? N'y a-t-il pas un risque de fuir le désert philosophique des territoires éloignés des propositions culturelles urbaines ?

Ces deux enjeux – pérennité versus indépendance, ancrage versus rayonnement – ne sont pas des problèmes à résoudre mais des tensions à maintenir vivantes. Il n'existe pas un modèle de Maison de la philosophie. Il existe des principes d'adaptation contextuelle : la densité démographique, l'ancienneté, le rapport offre-demande, les ressources disponibles déterminent des configurations singulières. Mais par-delà la richesse de cette diversité, le même questionnement traverse les fondements de nos Maisons : comment rester libres et souverains tout en dépendant des pouvoirs publics ? Comment œuvrer à la démocratisation durable de la pratique philosophique sans l'engagement d'une volonté politique éducative, culturelle et citoyenne résolument émancipatrice ?

1.2. Enjeux financiers

Comme évoqué précédemment, les maisons de la philo sont représentées au travers de différents modèles organisationnels. La tension financière est principalement portée par les modèles associatifs qui doivent pérenniser leur modèle économique. Cependant, même pour un modèle institutionnel comme Romainville (dont les médiateur-ices sont des agents de la ville) la question de la pérennité financière peut se poser également. En effet, l'allocation des postes relève d'un choix de la municipalité et ce choix pourrait être remis en cause par les élu·e·s selon leurs intérêts politiques.

Pour les modèles associatifs, le soutien financier peut provenir d'organismes publics (de manière directe ou indirecte) ou privés. Lorsque le financement vient des institutions publiques, la forme indirecte concerne les projets pour lesquels une maison de la philo facture son intervention dans le cadre de son partenariat avec les collectivités (cycles longs d'ateliers en école primaire, cycles d'ateliers spécifiques avec les centres de loisirs, projets en conservatoire et au théâtre, etc.). D'une part, il s'agit de pouvoir conserver la nature philosophique des actions nonobstant les attentes ou représentations du partenaire qui finance le projet. D'autre part, la mise en place de tels projets dépend en grande partie de la politique du territoire qui choisit d'allouer ou non ses budgets à l'éducation et à la culture. Les structures sont ainsi dépendantes de ces choix financiers pour faire intervenir des médiateur-ices en philosophie.

La forme directe concerne le soutien par subventions publiques attribuées pour le fonctionnement général de l'association ou pour un projet particulier. Dans ce cadre, il est normal et même sain de pouvoir justifier l'utilisation de ces fonds. Cependant une tension apparaît entre l'exigence de quantifier, justifier et évaluer notre activité, et la nature philosophique de nos actions et de nos pratiques, dont la portée humaine et sociétale n'est pas quantifiable. Cette évaluation ou quantification modifie-t-elle notre posture philosophique (par exemple animer un atelier pour viser des financements : faire un atelier de

philosophie sur thème de l'égalité filles/garçons pour avoir des subventions de lutte contre les discriminations ; ou proposer un atelier spécifiquement dans l'objectif d'amener plus de public, etc.) ?

Sur la possibilité de financement privés et mécénats : la question de la relation aux financeurs se pose. Quel financeur solliciter de sorte à rester en adéquation avec les valeurs et l'engagement politique de la Maison de la Philo (par exemple, faut-il uniquement solliciter des structures répondant aux critères d'une organisation socialement responsable ?). Quelle forme d'engagement ? Comment se prémunir de l'instrumentalisation et dans quelles mesures la Maison de la Philo deviendrait dépendante de ces structures ?

Enfin, l'enjeu financier soulève une tension en lien avec la charge inhérente à l'engagement dans une maison de la philo. En effet, d'un côté la maison de la philo doit pouvoir proposer des activités accessibles (en gratuité ou en prix libre) et de l'autre, reconnaître le travail intellectuel des médiatrices et médiateurs qui portent ces activités. Pour les médiatrices et médiateurs bénévoles ou en entreprise individuelle, la question de la professionnalisation se pose. Pour celles et ceux qui sont salarié·es ou agents une tension nouvelle peut apparaître entre la posture philosophique et le maintien du poste : « pour » « quoi » travaille-t-on ?

Finalement, l'enjeu clé est de pouvoir garantir les conditions de possibilité d'un engagement dans la pratique philosophique en maintenant à la fois une accessibilité comme engagement politique tout en assurant la pérennité de la Maison au sein du territoire : la pérennité de son activité mais aussi la pérennité de son équipe.

1.2.1. Enjeux institutionnels

Aborder les enjeux institutionnels d'une maison de la philo conduit souvent à interroger son organisation interne, ses modalités de fonctionnement ou la nature de ses actions. Or, ces éléments, bien que nécessaires, ne constituent pas le cœur du problème. L'enjeu majeur se situe dans la capacité d'une maison de la philo à s'inscrire durablement dans la cité, à dialoguer avec les institutions publiques et à s'intégrer dans des politiques culturelles ou éducatives, sans pour autant renoncer à ce qui fonde son identité : une autonomie réelle de la pensée. Cette question traverse l'ensemble des pratiques et ne se réduit jamais à une simple réflexion abstraite. Elle s'éprouve concrètement, au quotidien, dans la manière de construire des partenariats, de négocier des cadres d'action et de définir une place singulière au sein du territoire.

Les maisons de la philo évoluent dans des contextes institutionnels très contrastés, qui influencent directement leurs modes d'existence. Elles sont pour la plupart récentes, encore en phase de construction, et présentent une grande diversité de formes. Certaines, comme à Louviers, Nantes ou dans le Morbihan, reposent quasi-exclusivement sur l'engagement bénévole. Cette configuration favorise une forte proximité avec les habitants, une souplesse organisationnelle et une capacité d'adaptation rapide aux réalités locales, mais elle rend également ces structures plus vulnérables. D'autres, comme à Dijon, ont fait le choix d'une professionnalisation partielle, avec des salariées assurant la continuité des projets, la stabilité des partenariats et une présence institutionnelle plus lisible. À Romainville, la Maison de la Philo s'inscrit pleinement dans le cadre municipal, intégrée à l'action culturelle de la ville. Cette institutionnalisation forte offre des moyens importants et une reconnaissance officielle, tout en posant

avec acuité la question de l'indépendance intellectuelle. Ces configurations différentes montrent qu'il n'existe pas un modèle unique de maison de la philo, mais elles révèlent également des tensions communes, inhérentes à toute tentative d'articulation entre philosophie et institution.

Ces tensions se cristallisent autour d'un double impératif. D'un côté, les maisons de la philo ont besoin d'un soutien institutionnel pour exister et se déployer. Ce soutien peut prendre des formes diverses : mise à disposition de lieux, relais de communication, intégration dans des réseaux culturels, éducatifs ou citoyens, voire accompagnement financier. Pour les structures bénévoles, cet appui n'est pas seulement un facteur de développement, mais une condition de survie. De l'autre côté, l'autonomie philosophique constitue un principe non négociable. La philosophie ne peut être assignée à une fonction instrumentale, ni devenir un simple outil d'accompagnement des politiques publiques. Elle suppose la liberté de questionner les évidences, de nuancer les discours, de mettre en tension les valeurs et d'ouvrir des espaces de réflexion qui ne produisent pas nécessairement des réponses immédiates ou consensuelles.

C'est pourquoi la communication entre une maison de la philo et les collectivités territoriales ne peut être pensée comme un simple échange administratif. Elle constitue un enjeu à part entière, au cœur du projet. Communiquer, dans ce contexte, signifie clarifier le sens de l'action philosophique, expliciter les finalités poursuivies et rendre visibles les conditions de l'engagement réciproque. Les attentes des maisons envers les collectivités s'articulent autour de quelques principes fondamentaux. Il s'agit d'abord de lisibilité, afin de comprendre les orientations politiques et le cadre dans lequel s'inscrit le partenariat. Il s'agit ensuite de cohérence, dans la mesure où soutenir la philosophie implique de reconnaître sa spécificité et d'accepter qu'elle ne se conforme pas toujours aux logiques de communication ou de rendement. Il s'agit enfin de confiance et de dialogue, entendus comme la reconnaissance d'une expertise et d'une autonomie de pensée, mais aussi comme une relation suivie, qui ne se limite pas aux moments de contractualisation ou de financement.

Les collectivités, pour leur part, formulent également des attentes légitimes. Elles attendent des maisons de la philo qu'elles proposent des actions structurées et fiables, y compris lorsque celles-ci reposent sur des équipes bénévoles. Elles attendent une présence identifiable sur le territoire, accessible aux habitants, et des projets capables d'entrer en résonance avec les politiques publiques locales sans en devenir de simples prolongements. Elles peuvent également attendre une posture constructive, capable d'interroger et parfois de critiquer, mais toujours dans une logique de coopération et de dialogue. Lorsque cette communication est régulière et assumée, elle permet d'ajuster les attentes, de prévenir les incompréhensions et de maintenir l'équilibre délicat entre soutien institutionnel et liberté philosophique.

Au-delà de ces relations partenariales, les enjeux institutionnels interrogent plus largement la manière dont une maison de la philo affirme sa présence dans la cité. Il s'agit de trouver un équilibre entre les finalités poursuivies et les moyens disponibles. Dans cette perspective, la réflexion de John Dewey (Dewey, 2018) sur l'articulation entre fins et moyens trouve une résonance particulière. Chaque Maison élabore ses propres réponses en fonction de son contexte : certaines privilégient la créativité et l'ancrage de proximité, d'autres s'appuient sur une continuité institutionnelle permettant une action au long cours, tandis que les structures plus fortement institutionnalisées doivent développer une vigilance critique constante afin de préserver leur indépendance.

Cette vigilance est d'autant plus nécessaire qu'une maison de la philo ne peut renoncer à sa fonction critique. Elle doit rester un lieu de débat, de discussion et de mise en perspective, capable de complexifier les enjeux plutôt que de les simplifier. Même lorsqu'elle s'inscrit dans des partenariats étroits avec les institutions, cette capacité critique demeure constitutive de sa légitimité. Par ailleurs, la construction de partenariats durables et éthiques repose sur des exigences fortes : transparence dans les objectifs, confiance réciproque, continuité dans les relations et refus des collaborations opportunistes. Pour les équipes bénévoles, cette stabilité n'est pas un confort, mais une condition indispensable à la pérennité de l'engagement.

Les maisons de la philo apparaissent ainsi comme bien plus que de simples structures culturelles. Elles constituent de véritables laboratoires du rapport entre pensée et institution. Elles montrent qu'il est possible d'être soutenu sans être instrumentalisé, de collaborer sans se soumettre et de dialoguer sans renoncer à une exigence critique. En s'inscrivant dans la cité, la philosophie cesse d'être une pratique réservée à des espaces académiques pour devenir un service démocratique, un lieu où l'on prend collectivement le temps de penser, de questionner et de confronter les points de vue.

Enfin, ces enjeux institutionnels : soutien, autonomie, communication et attentes réciproques ne peuvent être réduits à des questions de gestion ou de gouvernance. Ils renvoient à une interrogation plus profonde sur la manière dont les philosophes s'engagent dans la cité. Ils rappellent que l'activité philosophique, pour rester vivante et pertinente, exige un engagement constant. Cet engagement se manifeste à la fois dans l'« aller-vers », c'est-à-dire dans la capacité à rejoindre les publics là où ils se trouvent, et dans la rigueur de la posture philosophique elle-même. C'est précisément cette articulation entre engagement, ouverture et exigence qui sera approfondie dans la partie suivante.

2. La pratique de la philosophie dans les maisons de la philo

2.1. L'engagement vers l'aller-vers et la rigueur de la posture philosophique

Une maison de la philo porte à la fois un projet d'accueil et d'ouverture, et en même temps celui de la démocratisation d'une discipline, avec ses exigences, ses objets propres, sa méthode. Les pratiques de la philosophie telles que nous les mettons en œuvre s'ancrent dans une certaine conception politique qui met en avant un idéal démocratique (Dewey, 2018 ; Sharp, 2023) de participation de toutes et tous. Nous souhaitons accueillir et aller vers des publics non familiers de la philosophie, en cohérence avec l'héritage de l'éducation populaire, tout en préservant la philosophicité de nos pratiques. Une maison de la philo est un projet local : l'implantation sur un territoire d'une maison de la philo nécessite de créer du lien avec les habitants, avec les différentes structures existantes et les usagers de ces structures.

Dans cette optique, nous multiplions les approches, les détours, quitte à sortir d'un cadre strictement philosophique. En particulier, il y a un travail informel à mener pour être identifié auprès des habitant·e·s : les rencontrer dans d'autres espaces, investir les "interstices" (Roussillon 1988), des moments qui semblent sortir du cadre strictement professionnel, mais qui permettent de s'ancrer véritablement sur un territoire, auprès des personnes.

A Louviers, la maison de la philo s'investit dans des temps forts dont l'objectif est avant tout de

rencontrer les habitant·e·s et de faire connaître la pratique de la philosophie. Nous pouvons mentionner des journées anniversaires avec mini-jeux philo ou bien l'utilisation de la "pop-culture" comme lors d'une journée Harry Potter. Les objectifs de ces temps sont plutôt la création de lien avec un public éloigné de la philosophie que le travail sur un contenu strictement philosophique ; à Dijon, dans le même mouvement, la maison de la philo s'est installée sur un tapis dans le terrain d'aventure où les enfants vont construire des cabanes, afin investir les lieux qu'ils fréquentent. A Romainville, la Maison de la Philo est ouverte au public et propose un accueil "philo sur le pouce" où les enfants peuvent venir dessiner, jouer, consulter des livres, accompagnés par un·e médiateur·rice. Pour Mind Up, la question se pose en d'autres termes, avec la possibilité d'avoir un lieu dédié, alors que l'association s'est construite sur un modèle nomade.

L'interrogation sur l'accessibilité de la pratique de la philosophie peut aller jusqu'à la demande de supprimer le qualificatif "philo" de la part de certains partenaires, qui peut selon eux être intimidant, pour le remplacer par "atelier de discussion" ou une formulation de ce type qui semble moins élitiste.

Il peut alors y avoir une tension entre deux façons de concevoir une maison de la philo : soit comme un engagement avant tout philosophique, faisant des maisons de la philo des lieux de découverte, d'approfondissement, voire de transmission de la philosophie comme pratique et comme discipline ; soit comme un engagement avant tout politique, pour le développement d'un modèle social basé sur le dialogue, l'horizontalité, et pour laquelle la préoccupation philosophique a pour fondement une revendication politique. On pourrait dire qu'il s'agit de rapprocher les maisons de la philo de bibliothèques spécialisées d'un côté, ou bien de tiers-lieu de l'autre.

Par exemple, la Maison de la Philo de Romainville a en charge le fond de philosophie de la médiathèque. Dès lors, l'une de nos activités consiste à orienter dans l'histoire de la philosophie, parfois à transmettre des contenus de connaissance relatifs à la philosophie comme discipline académique, et à ce titre la Maison de la Philo est perçue comme une bibliothèque. Dans le même temps, elle fait partie d'un pôle intitulé « citoyenneté active et éducation populaire », au même titre que, notamment, les centres sociaux. Bien sûr, ces deux dimensions ne sont pas contradictoires, mais pour autant elles imposent un certain choix de modèle et d'usage : une maison de la philo est-elle plutôt une bibliothèque ou un centre social ? Quelque chose comme un tiers-lieu qui anime la vie citoyenne, ou un lieu dédié à une discipline précise ?

Dans notre volonté d'aller-vers, nous pouvons être tenté de rendre désirable la pratique de la philosophie, de chercher à séduire les publics qui nous semblent difficilement accessibles. C'est dans ces moments qu'il nous faut préciser le rôle des maisons de la philo, et établir jusqu'où nous pouvons aller pour favoriser la convivialité, l'accessibilité.

A Dijon, un élu questionnait les membres de la maison de la philo sur "la plus-value" de leur pratique envers les enfants des quartiers prioritaires. Cette question a permis de réaffirmer que, par ce travail, nous permettons à ces enfants de se sentir comme sujet pensant, sujet politique, ce qui n'est pas toujours accompli à l'école ou dans un contexte familial. La lenteur et la non-directivité de notre pédagogie permettent de s'adapter à chacun·e, ce qui constitue un engagement dans la relation humaine.

2.2. Volonté politique de convaincre et rectitude des pratiques philosophiques

Les maisons de la philo sont engagées pour la démocratisation de la pratique de la philosophie. Cela implique de convaincre les habitants, les partenaires, les élus locaux, de participer au développement de cette pratique. Cet engagement peut prendre corps dans la revendication politique (militer pour donner une place plus importante à la philosophie dans la société actuelle), ou, au contraire, dans la recherche de séduction des acteurs institutionnels. Or, dans la revendication politique, il semble que nous adoptions une conduite plutôt descendante : ce qui nous importe c'est de transmettre des éléments qui permettent d'affirmer le bien fondé et l'importance de la pratique de la philosophie. Cela ne s'oppose-t-il pas aux valeurs d'horizontalité qui sont les nôtres ? Par ailleurs, la visée politique des maisons de la philo ne risque-t-elle pas de reléguer la pratique elle-même au rang de moyen, d'instrument ? La philosophie ne serait plus qu'un faire-valoir pour un projet politique.

Il est commun que les maisons de la philo soient sollicitées pour intervenir sur des thèmes particuliers en lien avec une attente institutionnelle. Ces sollicitations se retrouvent aussi dans les subventions, accordées dans des contextes précis (ex : lutte contre le racisme, promotion d'attitudes écologiques, ...). En cherchant à être présent sur tous les terrains, à séduire les institutions et les publics éloignés de la philosophie en adoptant des éléments de langage et en utilisant des outils rhétoriques, nous courons le risque de ne plus porter une pratique authentiquement philosophique. Néanmoins, la présence des maisons de la philo dans des événements thématiques, y compris s'ils ne semblent pas au premier abord relever de la philosophie, est une manière d'occuper le territoire, d'être reconnu, et peut aussi être une source de financement.

Ces sollicitations s'insèrent dans un contexte social et dans un certain rapport au temps, qui peut sembler en contradiction avec ce que promeut la pratique de la philosophie. Alors qu'en atelier il s'agit de ralentir, de prendre le temps, nous pouvons être tentés de répondre à toutes les sollicitations dans la perspective de faire une place à la philosophie et aux maisons de la philo. D'autres part, nous sommes soumis dans nos contextes d'intervention à des contraintes temporelles qui peuvent nous entraver. Le temps dédié à une séance, le nombre de séances décidé par les structures, imposent soit d'adapter la pratique, soit de refuser des propositions qui s'éloignent trop de nos exigences. Nous sommes aussi parfois soumis aux calendriers et mandats électoraux ou aux volontés des dirigeant.es de structures partenaires. C'est notamment ce qui s'est passé à Dijon, où, après un changement de chef d'établissement dans un collège, les ateliers philo ont été suspendus.

A l'opposé, affirmer l'importance et la spécificité de la pratique de la philosophie peut être perçu comme une recherche de pureté par d'autres structures, ou une forme d'élitisme. Le dialogue avec celles-ci peut être difficile si une maison de la philo est perçue comme revendicatrice et militante, cherchant à se distinguer d'autres pratiques de l'éducation populaire ou de l'animation.

L'aspect militant et politiquement situé porte en outre un risque d'entre-soi qui peut déboucher sur un sentiment d'exclusion de la part de ceux qui ne partagent pas une certaine orientation politique. La question s'est notamment posée durant le club des jeunes penseurs, à Romainville, qui est une activité dédiée aux adolescent.e.s entre 12 et 17 ans. Lors d'un atelier sur l'émancipation, les ados se sont

demandé comment réagir si son enfant devenait de droite. Comment alors considérer la perspective d'un·e ado qui ne se sentirait pas de gauche ?

2.3. Appréhender des questions philosophiques politiquement chargées

L'engagement dans une maison de la philo est en même temps un engagement politique : nous promouvons une pratique collective basée sur l'horizontalité, sur le postulat de l'égalité des intelligences, sur le rejet de toute forme de discrimination, etc. Nous affirmons des convictions et des valeurs (droit à la parole, légitimité de chacun à s'exprimer, etc.) et militons pour la réalisation d'un certain type de rapports sociaux au sein de nos pratiques (répartition équitable du pouvoir, rejet des rapports de domination, remise en question de stéréotypes et préjugés discriminants). Nous sommes politiquement situés. Cet engagement se retrouve dans la forme des dispositifs que nous mettons en œuvre. Mais il peut aussi transparaître dans les contenus des ateliers, les thématiques que l'on choisit d'aborder ou non, ou dans les échanges avec les usagers. Si l'on ne peut pas cacher les revendications politiques qui sont au cœur de nos pratiques, il nous faut toutefois adopter une posture qui, d'une part, garantisse la teneur philosophique des échanges, et, d'autre part, limite l'influence que l'on pourrait avoir sur l'expression libre des participant·e·s.

Des questions rejoignent des engagements politiques forts des maisons de la philo : la lutte contre les discriminations, la volonté de déconstruire les rapports de domination, la nécessité de se questionner sur la crise climatique, le combat pour la reconnaissance de chacun.e comme penseur.e.s légitimes. Nous devons choisir si nous investissons ces questions, et de quelle manière.

Davantage, les questions politiques sont régulièrement celles que les participant·e·s souhaitent aborder, et sont des questions, pour certaines d'entre elles, dont on estime qu'elles méritent un dialogue dans des conditions propices à la réflexion. Ce sont des questions dont il faut se saisir philosophiquement, et pour lesquelles une maison de la philo offre un espace où confronter les opinions et progresser vers des avis réfléchis.

Comment animer des ateliers sur ces questions en gardant une posture philosophique d'ouverture, de pluralisme et de respect ? Faut-il rester ouvert.e à toutes les idées ? Dans la Pédagogie de l'autonomie, Paolo Freire soutient que "Toute discrimination est immorale, et lutter contre elle est un devoir, quand bien même on reconnaît la force des conditionnements à affronter" (Freire, 2013, p. 76). Pour Freire c'est un impératif de lutter contre la discrimination. Adopter une posture de neutralité serait immoral et malhonnête. Il y a une exigence de sincérité, à la fois vis-à-vis des participant·e·s, mais aussi de soi-même. La dimension d'éducation populaire des maisons de la philo nous inciterait donc à affirmer des positions politiques claires.

Faut-il alors admettre ses convictions politiques dans l'atelier philosophique ? Faut-il les cacher ? Peut-on seulement les cacher ? Ces questions se posent particulièrement à Romainville : en tant qu'agents de la fonction publique territoriale, les médiateur·ices ont un devoir de réserve, qui semble s'opposer aux incitations du pédagogue brésilien. Dans le même temps, certains territoires sont marqués idéologiquement ; comment alors les appréhender en restant fidèles aux valeurs portées par la pratique de la philosophie et les maisons de la philo ? Comment gérer le risque d'une opposition en raison d'une

confrontation politique forte ? Comment concilier l'inclusion, la démarche d'aller-vers, et les oppositions politiques de fond ?

Différentes approches sont possibles pour traiter ces questions :

- Des approches qui s'éloignent de l'atelier philo classique pour s'engager sur des questions politiques cruciales. C'est le cas des ateliers sur le handicap dans le Morbihan, du « speed dating philo » sur le harcèlement à Louviers, ou de la participation de la maison de la philo de Dijon à la journée des droits de l'enfant, y compris dans des espaces qui ne sont pas appropriés en raison du bruit et de l'agitation.
- Des approches qui cherchent à intégrer l'expérience vécue et la situation sociale, politique et économique des participant·e·s à la pratique philosophique. C'est le projet de recherche sur la conscientisation des rapports de domination qui est mené à Romainville.

s'agit ainsi de trouver une posture pédagogique sincère mais non-dogmatique, et des approches pédagogiques et philosophiques pour traiter les questions politiques de manière pertinente. L'une des pistes de réflexion est d'utiliser l'inconfort comme levier pour le changement : il relève à la fois de la stimulation intellectuelle – on cherche à résoudre une tension – et participe à la motivation politique pour le changement – on cherche à trouver une solution à une situation insatisfaisante. Comme l'écrit Lauranne Carpentier (Carpentier 2023) : « la PPE n'est pas actuellement outillée pour faire face aux inconforts et (...) elle a encore tendance à les contourner, avec des no go areas, ce qui empêche de libérer la pratique de la PPE de l'oppression comme le racisme. Il est inconfortable d'aborder des sujets comme le sexisme ou le racisme en classe et l'inconfort habite les personnes différentes et résistantes à la culture dominante. Libérer de leur inconfort ces personnes est un acte d'inclusion. Ainsi, la visibilité des outils et des pratiques de la pensée caring fait partie de la solution ainsi que l'utilisation d'un nouvel outil de la pensée : « Nommer un inconfort ». »

Conclusion

Les maisons de la philo se confrontent à des tensions entre leur objectif de démocratiser la philosophie et l'engagement politique qui sous-tend ou accompagne cet objectif. Dans la diversité de leur organisation, des territoires sur lesquels elles interviennent, des partenaires avec lesquels elles travaillent, elles font face à la fois à la nécessité de suivre les principes directeurs de la pratique de la philosophie et la charte éthique de 1001 maisons de la philo, mais dans le même temps elles doivent s'adapter aux contraintes qui s'imposent à elles, tant au niveau de leurs besoins financiers que des sollicitations institutionnelles qu'elles reçoivent.

Il s'agit pour les maisons de la philo de tenir une ligne de crête entre la volonté de s'ancrer sur un territoire, de rendre accessible la pratique de la philosophie, tout en restant fidèle aux exigences de cette pratique ; de trouver un équilibre entre un engagement philosophique et un engagement politique, étant entendu que ces deux engagements sont indissociables dans la perspective dans laquelle nous nous trouvons.

Références

- Dewey, J. (2018), Démocratie et éducation, Armand Colin
- Freire, P. (2013), Pédagogie de l'autonomie, Erès
- Sharp, A. (2023), Aux sources de la philosophie pour enfants, Vrin
- Carpentier, L. (2023), « Les voix caring pour transformer la philosophie pour enfants », philoenfant.org
- Roussillon, R. (1987). « Espaces et pratiques institutionnelles : le débarras et l'interstice », dans R. Kaës (sous la direction de), L'institution et les institutions, Études psychanalytiques, Paris, Dunod, 2003, p. 157-178

Notes

1. Voir <https://www.1001maisonsdelaphilo.org/charte-ethique> ↩